



Code d'éthique et de déontologie régissant les administratrices et administrateurs de l'Alliance Sport-Études

Le présent Code a pour objet de préserver l'intégrité et l'impartialité de la corporation. Il vise à baliser les comportements des administrateurs.

N.B.1 Dans ce document, ASÉ signifie la corporation : Alliance Sport-Études

Devoirs et obligations des administrateurs

Article 1

- L'administrateur ou l'administratrice doit, dans l'exercice de ses fonctions, se conformer aux principes suivants :
- Agir de bonne foi, solidarité, compétence, prudence, diligence, efficacité, assiduité, équité, impartialité, honnêteté, intégrité et loyauté;
- Participer activement aux travaux du conseil d'administration de l'ASÉ;
- Organiser ses affaires personnelles de façon à préserver la confiance dans l'intégrité, l'objectivité et l'impartialité de l'ASÉ;
- Éviter de se placer dans une situation de conflit d'intérêts réelle ou potentielle de nature à entraver l'exercice de ses fonctions d'administrateur et la poursuite des buts de l'ASÉ;
- Ne pas utiliser à son profit ou au profit d'un tiers des renseignements obtenus dans l'exercice de ses fonctions officielles et qui, de façon générale, ne sont pas accessibles au public.

Article 2

- Aucun(e) administrateur(trice) ne sera rémunéré(e) comme tel, mais les frais de déplacement et de séjour occasionnés par ses fonctions seront défrayés par la corporation conformément aux politiques administratives.

Article 3

- L'administrateur(trice) est tenu(e) à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et doit, à tout moment, respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Article 4

- Dans l'exercice de ses fonctions, l'administrateur(trice) prend ses décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisans.

Article 5

- L'administrateur(trice), autre que le président, qui est appelé ou invité à représenter officiellement l'ASÉ à l'externe, doit au préalable en obtenir l'autorisation du président ou du directeur général. Toute représentation doit être compatible avec les buts, les orientations et les politiques de l'ASÉ.

Article 6

- Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation réelle, apparente ou potentielle qui est de nature à compromettre l'indépendance et l'impartialité nécessaires à l'exercice d'une fonction et à la poursuite des buts de l'ASÉ, ou à l'occasion de laquelle l'administrateur utilise ou cherche à utiliser les attributs de sa fonction pour en retirer un avantage indu ou pour procurer un avantage indu à une tierce personne.

Article 7

- Un(e) administrateur(trice) qui déclare avoir un intérêt susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêt doit s'abstenir de prendre part à toute délibération ou décision reliée de quelque façon à telle situation. À cette fin, il doit notamment se retirer de la réunion pour la durée des délibérations et du vote relatifs à la question qui le place dans une situation de conflit d'intérêts et le procès-verbal doit en faire état.

Article 8

- L'administrateur(trice) est tenu(e), dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'éthique et les règles de comportement prévus au présent Code, tant qu'il, elle demeure administrateur(trice) et même après qu'il, elle ait quitté ses fonctions, les cas échéant.

Mécanismes d'applications

Article 9

- Le président de l'ASÉ doit s'assurer que tous les administrateurs et toutes les administratrices ont pris connaissance du présent Code et en comprennent la teneur.

Article 10

- Le président de l'ASÉ doit s'assurer du respect du présent Code par les administrateurs(trices).

Article 11

- Toute allégation de conflit d'intérêt doit être portée à l'attention du président. L'administrateur(trice) visé doit être informé par écrit par le président de l'ASÉ de l'allégation le visant. Il a droit d'être entendu par ce dernier et peut déposer par écrit un document afin d'apporter tout éclairage pertinent. Le président doit, après avoir pris connaissance du dossier, informer par écrit l'administrateur(trice) de sa décision et, le cas échéant, de la sanction imposée, en indiquant les motifs de cette sanction.

Article 12

- Toute allégation de conflit d'intérêt ou d'un acte dérogatoire au présent Code concernant le président est traitée par le vice-président qui jouit alors des pouvoirs accordés au président à l'égard de cette allégation.

Formulaire de déclaration des administrateurs (trices)

Je déclare avoir pris connaissance du Code d'éthique et de conflit d'intérêt régissant les administrateurs(trices) de l'Alliance Sport-Études. Je reconnais en saisir le sens et la portée de l'adhérence aux principes qui y sont mentionnés. Je m'engage à assumer tous les devoirs, obligations et règles énumérés dans ce Code ainsi qu'à respecter le caractère confidentiel des renseignements reçus dans le cadre de mes fonctions et à déclarer tout intérêt susceptible d'entrer en conflit avec les devoirs de ma charge d'administrateur.

Je déclare ne pas avoir d'intérêts susceptibles d'entrer en conflit avec les devoirs de ma charge d'administrateur(trice).

Ou

Je déclare que les intérêts suivants sont susceptibles d'entrer en conflit avec les devoirs de ma charge d'administrateur(trice) :

Nom (*en caractères d'imprimerie*)

Signature

Date